

# de la société civile

La société civile s'efface donc derrière la nation qui est "une" et qui est "tout". Les corps intermédiaires, les intérêts collectifs doivent disparaître et se dissoudre dans la nation... aboutissant à la loi Le Chapelier des 14 et 17 juin 1791 qui prononce la suppression des corporations». Cette méditation est d'autant plus à propos que l'histoire contemporaine, toutes cultures confondues, foisonne d'exemples de sociétés civiles étouffées par des pouvoirs politiques autocratiques momentanément surpuissants, écrasant toute velléité d'expression démocratique en utilisant les missions régaliennes de l'Etat tout en mettant devant de manière abusive les notions de nation et de patrie pour servir leurs petits intérêts.

## Du mythe de la démocratie participative

Il est dans la nature des choses que les tenants de la puissance politique en charge de l'Etat tentent continuellement d'instrumentaliser tout ou partie de la société civile à leurs plus grands bénéfices en vue de se maintenir aux gouvernes. Parmi les multiples stratégies développées à cet effet, il en est une particulièrement pernicieuse lorsqu'elle est utilisée par des mains malintentionnées et qui consiste à détourner le concept de «démocratie participative» de son but premier. Apparue à la fin des années 1960, fondée sur le fait que le droit des citoyens à participer à la gestion des affaires publiques faisant partie des principes démocratiques, l'objectif premier de la «participation» était d'approfondir le champ de la démocratie notamment au niveau des collectivités locales en faisant participer directement les citoyens et/ou associations de citoyens. Ce concept s'était développé non pas en tant qu'alternative à la démocratie représentative dans le but de s'opposer aux fondements de la représentation, mais plutôt comme une forme complémentaire de partage des décisions, conservant l'importance de l'élément mais permettant d'associer plus étroitement la société civile (le citoyen) à la définition de ce que serait l'intérêt général et ce, sans remettre en cause le savoir et le rôle de décision politique des élus. En quelques mots, même si cela pouvait être sous-entendu quelque part, la mise en œuvre de la démocratie participative n'avait pas pour objectif de court-circuiter les oppositions politiques au niveau local régional ou autre en faisant jouer à la société civile un rôle contre nature. D'autant que dans la réalité, le concept de démocratie participative ne donne pas plus de pouvoir au citoyen : les citoyens sont consultés, mais c'est l'élément qui garde le pouvoir. «La participation locale sert alors de prétexte au renforcement de l'exécutif local : plus on crée des structures de participation, plus on monopolise l'espace public local et moins on délibère et plus on affaiblit la société civile et les élus opposés aux maires» surtout si ces derniers bénéficient d'un budget conséquent... Affaiblir la démocratie représentative c'est en fait affaiblir la démocratie tout court alors que pour reprendre un Monsieur célèbre «la démocratie est le pire des régimes — à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé» (Democracy is the worst form of government —except for all those other forms, that have been tried from time to time). De plus, pour continuer dans le même sens, il nous paraît important d'insister sur le fait qu'il n'est pas dans le rôle de la société civile dans une démocratie d'assurer la «régulation sociétale» (définie ici comme «la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs et des arbitrages nécessaires à la réalisation du

bien-être durable du corps social, dans le respect des générations futures») qui est du ressort du politique et de l'Etat, par contre «l'alerte, voire l'indignation ou la révolte sont incontestablement du ressort de la société civile».

Ce sont d'ailleurs souvent ces trois qualités consubstantielle à la notion même de «société civile» autonome que les Etats aimeraient atténuer voire effacer du paysage sociétal, car souvent vécu par eux comme des contre-pouvoirs. Pour atteindre ces buts, le plus souvent les Etats ou certaines de leurs institutions proposent tout simplement d'offrir gracieusement un soutien logistique totalement désintéressé à la structuration de ladite «société civile» qui à leurs yeux pêcherait par un manque d'organisation coupable, raison profonde et bien entendu unique de son inefficacité. La société civile est, dans la réalité de tous les jours, un agrégat constitué d'un ensemble disparate d'intérêts, de groupement d'individus ou d'associations à visée non lucratives et non partisans aux logiques très souvent contradictoires. Elle est plurielle et pluralité, les règles qui lient ses membres au sein des associations sont fondées sur un contrat auquel ils adhèrent volontairement. Ces éléments constitutifs de la société civile ont pour points communs de se développer hors du champ étatique (bien qu'en réalité bien peu de choses échappent à l'emprise de l'Etat moderne), et de nécessiter pour leur épanouissement la liberté, la démocratie et la sécurité.

Prenons quelques exemples simples pour étayer la difficulté à trouver un cadre unique d'expression à la société civile tant les logiques d'intérêts qui sous-tendent les actions des uns et des autres sont différentes voire contradictoires. Mais aussi pour essayer d'y voir plus clair quant aux possibilités de regrouper et de rassembler l'ensemble de la société civile sous un même étendard autour de fondamentaux rédigés sur documents (quel que soit le nom donné à ces documents)

Primo, pour ce qui est des relations entre citoyens, organisations de la société civiles, société civile et Etat, l'une des approches possibles est celle proposée par le Corps commun d'inspection (CCI) de l'ONU (2002), qui considère que le champ des citoyens et des initiatives sociales sont du domaine du bénévolat au service de l'intérêt général, avec un fonctionnement indépendant de l'Etat et donc des politiques.

Secundo, les statuts institutionnels et les rapports qu'entretiennent entre eux les syndicats sont le fruit d'une histoire spécifique au pays auquel ils appartiennent. Leur rapports avec les pouvoirs politiques et les Etats fluctuent sur un large spectre allant du syndicat maison prolongement des institutions étatiques en place et associé à toutes les décisions jusqu'au syndicat autonome représentatif mais non reconnu par l'Etat. Tous peuvent se réclamer de la société civile, mais dans la réalité qui est vraiment société civile ? Qui ne l'est pas ? Qui doit en juger et décider ? L'Etat ? Ses

institutions ? Tertio, les entreprises posent un tout autre problème. Dans le monde, beaucoup d'organisations patronales considèrent l'entreprise comme étant un élément essentiel de la société civile, mettant en avant leur responsabilité sociale et leur citoyenneté (entreprise-citoyenne). Le but des entreprises est de promouvoir et de vendre pour engranger des bénéfices à

redistribuer à leurs actionnaires (ce qui est légitime) ce qui a bien peu à voir avec l'intérêt général. Pour qui connaît les combats que mène la société civile internationale contre les «multinationales du tabac» responsables de la mort de centaines de millions de personnes dans le monde, il est évident que ces entreprises se situent en dehors du champ de la société civile. Car elles mettent en avant leur responsabilité sociale pour contourner un certain nombre de directives de l'OMS, sur le mode : «Nous vous empoisonnons, c'est vrai mais laissez-nous une chance de nous racheter, en vous apprenant à lut-

ter contre la contrefaçon ou en vous aidant à construire quelques hôpitaux», gestes charitables qui bien entendu paraîtront en gros titre dans les médias, ce qui leur permettra de contourner l'interdiction de publicité existante dans de nombreux pays. Cet exemple peut se décliner à l'infini. Et si elles sponsorisent des activités à but non lucratif, c'est quasiment presque toujours pour en attendre un retour sur investissement à l'image des multinationales du

médicament. Entre ces trois composantes reconnues de la société civile, les différences sont évidentes, chacune évoluant dans le cadre stratégique propre aux intérêts qu'elles sont censées défendre, leurs rapports à l'Etat et au politique seront aussi légitimement fonction de ces intérêts et, par conséquent, différents voire contradictoires. Vouloir théoriser cette situation en dotant de surcroît la société civile d'un code de bonne conduite, peut sembler suranné, surtout si c'est une institution de l'Etat (quelle que soit ses missions) qui le propose. Les réunir ensemble dans la cadre d'un dialogue loyal société civile/institutions étatiques ? Pourquoi pas ? L'idéal étant de rendre cette concertation avec les «associations de la société civile» permanente, tout en créant avec elles des partenariats loyaux, régis par des mécanismes transparents. Mais prétendre les organiser voire les structurer que ce soit en participant de près ou de loin à l'élaboration d'une charte ou en leur proposant des formations pour leur militants est une tout autre chose. Le rôle de l'Etat est d'organiser l'ensemble de la société en vue de permettre aux populations qui la composent un épanouissement sain dans un environnement paisible, ce qui ne peut se concevoir que dans un système démocratique respectueux des droits humains.

Une fois mis en place le maillage institutionnel législatif et réglementaire qui sont du domaine de l'Etat et du politique, il restera toujours autour de l'individu, un espace (aussi minuscule fut-il) fondé sur ses droits naturels légitimes de tout être humain, que tout les Etats du monde devraient apprendre à respecter pour le bien de tous. Car l'ensemble de ces petits espaces de liberté qui rassemblés constitue au final la société civile qui n'a besoin dans les faits d'aucun tuteur pour s'organiser, elle aimerait simplement qu'on la laisse vivre et la respecte pour ce qu'elle voudrait être : un espace de liberté.

A. S.

## A propos de Kaïd Ahmed et l'Unea

Permettez-moi de faire une mise au point concernant la contribution de M. Boudjemaâ parue le jeudi 30 juin dans vos colonnes sous le titre «Kaïd Ahmed à Ben Aknoun».

L'auteur écrit qu'à cette époque seule la section Unea d'Alger existait en Algérie. Aussi, pour la vérité historique du mouvement étudiant, je souhaite rappeler à l'auteur et aux lecteurs que dès l'indépendance a été créée à Oran une section Ugema présidée Abdelhamid Mahi-Bahi (ancien du Malg, juriste et ancien ministre de la justice) et qui présidera aussi la première section Unea d'Oran. Mokhtar Berkani lui succédera avant que la génération post-indépendance ne prenne la relève. Ces nouveaux responsables étudiants dirigeront le combat contre la caporalisation du mouvement étudiant, et ce, jusqu'à la dissolution de l'Unea.

La grève de 1968 sera très dure à Oran et la répression le sera tout autant. Deux leaders du mouvement, Abderramane O. et Farouk M. B. seront arrêtés, interrogés pendant une garde-à-vue de 29 jours puis incarcérés à la prison d'Oran. L'histoire glorieuse de l'Unea et du mouvement étudiant post-indépendance reste à écrire !

Cordialement  
Farouk Mohamed Brahim

